

## **GAUCHE ET MOUVEMENTS SOCIAUX FACE À L'EUROPE CAPITALISTE**

### Des politiques néolibérales revisitées

Stéphanie Treillet

LA RÉUNION DU G 20 à Londres s'est séparée après avoir acté une série de décisions à propos desquelles les médias – et la plupart des économistes officiels – ne tarissent pas de commentaires laudateurs : il s'agirait d'une rupture véritable avec l'immobilisme manifesté par les gouvernements lors des précédents sommets, et des bases, ni plus ni moins, d'une « refondation du capitalisme ». L'expression est d'ailleurs parfaitement ambiguë : on peut l'entendre comme la mise en place d'instruments destinés à sauver le capitalisme de la faillite, ou comme l'instauration de règles de fonctionnement du système radicalement nouvelles. Dans les deux cas, cette vision des choses mérite un sérieux examen critique.

#### **1 — En quoi consistent, aujourd'hui, les politiques des gouvernements des économies dominantes face à la crise ?**

Depuis le déclenchement de la crise des *subprimes* en juillet 2007, les réactions des autorités monétaires et des gouvernements sont passées par trois étapes, qui se sont succédé en se chevauchant.

##### **Des plans de sauvetage des banques aux plans de relance**

Rappelons brièvement l'enchaînement des faits : la crise des *subprimes* s'est déclenchée sous le double effet de l'éclatement de la « bulle » immobilière et de la hausse des taux par la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED). L'insolvabilité des débiteurs s'est traduite par la faillite des organismes de crédit hypothécaire qui avaient consenti ces prêts et, surtout, par la révélation de la dissémination d'« actifs toxiques » dans l'ensemble du système bancaire et financier. Les mécanismes de « titrisation » des créances (transformation des créances en actifs échangeables sur les marchés financiers, à l'intérieur de paquets de titres mélangeant des créances douteuse et d'autres plus solides) avaient contribué, à la fois, à la dissémination de ces créances douteuses dans tout le système et à leur dissimulation, renforçant ainsi l'opacité et la crise de confiance de tous les spéculateurs. On a donc assisté à un effondrement du marché interbancaire (les banques ont cessé de se prêter les unes aux autres) et à une crise de liquidité des banques.

Dans un premier temps, le dilemme auquel sont confrontées les banques centrales, et en premier lieu la FED, est de savoir s'il convient de baisser les taux directeurs afin de sauver les plus grandes banques de la faillite. Ne pas le faire, c'est risquer une aggravation de la crise, un effondrement généralisé du système bancaire par effet de système et une transmission immédiate à la sphère réelle (production et emploi), comme cela s'est produit

en octobre 1929 après le krach de Wall Street. Le faire, conformément au rôle de prêteur en dernier ressort dévolu aux banques centrales, c'est garantir aux banques la certitude de pouvoir continuer à spéculer et à prendre des risques excessifs en toute impunité, avec l'assurance qu'elles seront toujours renflouées. Les termes de ce dilemme ont fait dire que les banques et les marchés financiers ont pris en otage les autorités monétaires (et à travers elles la puissance publique), puisqu'elles n'ont d'autre choix que de finalement baisser leurs taux.

A partir de septembre 2007, compte tenu de l'internationalisation des systèmes bancaires, la crise sort des Etats-Unis et franchit l'Atlantique. En quelques mois plusieurs grandes banques font faillite (Lehmann Brothers) ou sont au bord de la faillite (Northern Rock, Dexia, Fortis...). On est désormais face à une crise globale du crédit. Là encore, le même dilemme se manifeste, désormais transféré aux gouvernements : laisser les grandes banques plonger au risque d'aggraver la crise, ou mettre en place des plans de sauvetage afin d'éviter des faillites comparables à celle de Lehmann Brothers. Ce sera le plan Paulson de 700 milliards de dollars puis, en Europe, le plan Brown. Les sommes en jeu et la nature du dilemme font éclater le scandale aux yeux de la majorité de la population, qui commence à être confrontée aux conséquences concrètes de la crise et à la menace de son aggravation. L'« aléa moral », pour employer le langage des économistes orthodoxes, c'est que les spéculateurs considérés comme responsables du déclenchement de la crise ne peuvent que gagner ou que, quand ils perdent, c'est aux Etats de payer, c'est-à-dire aux contribuables, aux citoyens, donc aux salariés, déjà menacés de subir les premiers les effets de la crise. C'est ainsi que l'exigence : « nous ne paierons pas leur crise », se diffuse à une échelle de masse comme une évidence. C'est ainsi, également, que la nécessité de restaurer un contrôle public des circuits de financement, à travers une véritable nationalisation des banques, apparaît de plus en plus comme une contrepartie indispensable du sauvetage.

A ce stade, peut-on dire que les banques centrales et les gouvernements ont réussi à éviter les erreurs commises en 1929, à savoir le laisser-faire qui a précipité en quelques jours l'effondrement généralisé ? Si un tel effondrement n'a effectivement pas eu lieu, les mesures prises, malgré leur ampleur, n'ont pas réussi à éviter la généralisation mondiale de la crise, ni son aggravation, ni sa transmission de la sphère financière à la sphère réelle, notamment par le biais de l'effondrement du crédit aux entreprises (*credit crunch*). Chaque mois, depuis septembre 2008, ce sont des dizaines voire des centaines de milliers d'emplois qui sont détruits dans tous les pays. Le Bureau international du travail (BIT) comme l'OCDE prévoient une augmentation de 20 à 25 millions du nombre de chômeurs dans le monde d'ici la fin de l'année 2009. Le FMI comme l'OCDE prévoient pour 2009 des taux de croissance négatifs de l'ordre de -2 % en moyenne pour les pays industrialisés. Le risque d'une déflation, c'est-à-dire d'une baisse du niveau général des prix en même temps que des taux de croissance, n'est plus à écarter.

C'est à ce stade qu'interviennent les plans de relance, autrement dit la troisième étape des politiques économiques. Le plan lancé par Obama aux Etats-Unis prévoit environ 600 milliards de dollars de dépenses, soit 5 % du PIB, basé sur les réductions fiscales (un bon tiers), l'augmentation des dépenses publiques pour la construction et la rénovation d'infrastructures (routes, écoles, promotion des énergies renouvelables...) et l'aide sociale indirecte par la prolongation des indemnités de chômage et le soutien aux Etats pour le financement du Medicaid (l'assurance santé des plus démunis). Par ailleurs, la FED abaisse son taux d'intérêt directeur jusqu'à zéro : l'argent ne coûte plus rien aux Etats-Unis, mais cela n'a que peu d'effet puisqu'on est déjà dans une situation de « trappe à liquidité », où la demande de crédit par les ménages et les entreprises est très faible.

Les plans lancés par les différents gouvernements européens apparaissent, comparativement, beaucoup moins ambitieux. Et, surtout, si la Grande-Bretagne – comme les Etats-Unis – opte pour une relance par la consommation, avec une baisse de 2,5 points de son taux de TVA jusqu'à fin 2009, la France et l'Allemagne privilégient l'aide à l'investissement, surtout privé. Aucune mesure n'est prévue pour restaurer ou même garantir le pouvoir d'achat. Le plan de Sarkozy, censé atteindre 26 milliards d'euros, comporte une bonne partie de dépenses déjà prévues, qui ne constituent qu'une modification de calendrier et un avancement de dépenses déjà programmées, sous forme d'aides ciblées à différents secteurs de l'activité (PME, etc.). L'impulsion budgétaire véritable ne représenterait alors que moins de 1 % du PIB.

On a donc des plans qui, du simple point de vue de l'efficacité d'une relance budgétaire, sont d'une ampleur bien insuffisante en Europe. Par ailleurs il s'agit de plans qui ne touchent pas à la répartition des revenus, tant du côté de la répartition primaire que de la redistribution fiscale. Ainsi, en Allemagne, Merkel inclut 18 milliards de baisses d'impôts dans son plan de relance de 50 milliards d'euros sur deux ans.

### **Les difficultés de coordination**

D'ores et déjà, et même si les communiqués concluant le G 20 se caractérisent par leur triomphalisme (dû surtout à ce que tout le monde s'attendait à ce qu'il n'en sorte strictement rien), il apparaît que les différentes bourgeoisies nationales peinent, depuis le début, à dégager une stratégie commune face à la crise. L'Union européenne s'est tout de suite avérée frappée d'impuissance, en raison des modalités même de sa construction et du contenu des traités. L'indépendance de la BCE interdit tout financement monétaire des déficits. Il n'y a pas de budget fédéral ni d'imposition commune qui permettraient une relance à l'échelle européenne. Ainsi, la proposition faite par la Grande-Bretagne d'une baisse concertée des taux de TVA a-t-elle été refusée. Seule une coordination des relances nationales aurait donc été éventuellement envisageable, mais aucun dispositif n'existe pour l'organiser, bien au contraire. Elle se heurte *a priori* au « pacte de stabilité » budgétaire, qui limite les déficits publics à 3 % du PIB tout en imposant un

objectif de retour à l'équilibre. Dans les faits, les différents gouvernements de l'Union européenne ont mis en place chacun leur propre plan, sans aucune coordination, si ce n'est un consensus autorisant, face à des circonstances exceptionnelles, à s'affranchir du pacte de stabilité, dont la crise a mis en lumière le caractère intenable.

Cette absence de cohérence des politiques des économies de l'Union européenne renvoie, notamment, au fait que tous les pays ne sont pas touchés au même degré et de la même façon par la crise. Ainsi, les situations de l'Espagne et de la Grande-Bretagne présentent de fortes analogies avec celle des Etats-Unis, la croissance avant la crise ayant été largement tirée par le boom de l'immobilier et de la construction (pour l'Espagne), du secteur financier (pour la Grande-Bretagne) et, dans les deux cas, par une consommation soutenue par un très fort endettement des ménages. Dans la plupart des pays d'Europe continentale – et notamment en France – où les taux d'épargne sont au contraire élevés, une crise industrielle, particulièrement dans l'automobile, préexiste aux effets de la contagion de la crise du système bancaire états-unien.

Ces divergences se sont retrouvées dans l'affichage d'objectifs différents par les membres du G 20 à la veille de sa réunion. Elles sont révélatrices des modalités de l'interdépendance des grande économies impérialistes et émergentes. Avant la crise, la croissance des Etats-Unis servait de locomotive à la croissance mondiale. Cet édifice a révélé son extrême fragilité puisque cette croissance reposait sur un endettement massif de toutes les catégories d'agents aux Etats-Unis et, en dernière analyse, sur l'endettement massif des salariés, y compris les plus pauvres, seul mécanisme à même d'assurer la pérennité de leur consommation.

Les excédents commerciaux de certains pays industrialisés (Allemagne, Japon) et surtout de pays dits émergents (Chine et économies est-asiatiques) ou pétroliers (pays du Golfe) assuraient, par leur épargne, le financement de cette croissance en achetant des titres en dollars et notamment des bons du Trésor américains. En retour les importations de produits manufacturés par les consommateurs américains assuraient la croissance fondée sur les exportations des pays émergents, à commencer par la Chine.

Le paradoxe est qu'aujourd'hui le moteur de cette croissance (l'endettement massif des ménages américains) est remis en cause mais qu'il n'y a pas de moteur de rechange. Le scénario d'un découplage de la croissance mondiale, un temps envisagé par certains économistes – à savoir l'hypothèse qu'une ou plusieurs autres économies, industrialisées ou émergentes, seraient en mesure de prendre le relais des Etats-Unis en récession comme locomotive de la croissance mondiale – n'est pas à l'ordre du jour. La Chine, en particulier, ne peut le faire, car le dynamisme de sa croissance dépend entièrement de sa capacité à exporter, surtout en direction des Etats-Unis, et se trouve d'ores et déjà ralenti par la récession et la contraction des marchés dans ce pays. C'est la raison pour laquelle les pays excédentaires continuent à financer le déficit courant des Etats-Unis en achetant des titres en dollar en dépit de la faiblesse de celui-ci. Arrêter de le faire

reviendrait, à la fois, à dévaloriser brutalement le portefeuille de créances qu'ils détiennent et, en plongeant les Etats-Unis dans une récession accrue, à accélérer leur propre crise.

Dans le contexte actuel, comme avant le déclenchement de la crise, la faiblesse du dollar par rapport aux autres monnaies constitue une marge de manœuvre assurée pour la relance de la croissance américaine, au détriment des exportations de ses partenaires commerciaux et notamment européens : on est bien toujours sur le mode de la fuite en avant. Les Etats-Unis ont ainsi les moyens de mettre en œuvre une relance, au moins à court terme, sans remettre en question leur modèle de croissance, tout en exigeant de ne pas être seuls à l'assumer, afin que les économies européennes n'en tirent pas parti sans en payer le prix. En revanche, ils ont affirmé leur refus total d'une régulation, si minime soit-elle, des marchés financiers qui pourrait remettre en cause les conditions du financement de leur croissance. A l'opposé, les gouvernements français et allemand ont tenté dans leur discours, face à des opinions publiques ulcérées de payer la crise, de compenser leur refus d'une relance salariale par l'affichage d'une volonté de régulation et de limitation des revenus financiers les plus excessifs.

Mais au-delà de ces nuances de façade, la logique à l'œuvre reste bien identique.

### **Une efficacité très limitée de ces politiques.**

Même si, comme on l'a vu, les autorités monétaires puis les gouvernements sont parvenus à éviter un effondrement en chaîne de l'ensemble du système bancaire, ils semblent aujourd'hui frappés d'impuissance devant la dynamique d'approfondissement qui paraît impossible à enrayer. Et elle l'est, en effet, dans les limites du cadre d'intervention qu'ils se sont donné.

Les mécanismes qui ont conduit à l'éclatement de la crise des *subprimes* ont montré que, dans le capitalisme néolibéral, la sphère financière fonctionne, comme le note Dominique Plihon <sup>1</sup>, sur le mode d'une course poursuite et d'une relation dialectique entre tentatives de régulation et innovations financières.

Des instruments, à l'origine destinés à limiter les prises de risque par les agents, se transforment en outils de spéculation qui renforcent ces mêmes prises de risque. C'est le cas des marchés à terme, qui sont censés être des instruments permettant aux intervenants sur les marchés de se couvrir contre les variations ultérieures des prix, et qui, aujourd'hui, renforcent les mouvements spéculatifs sur le marché mondial des matières premières agricoles et minières, comme on l'a vu au printemps 2008. C'est le cas de la titrisation : elle a été présentée – on l'a vu – comme un moyen pour éviter que les risques de solvabilité de certaines créances soient concentrés entre les mains d'un nombre trop restreint de créanciers. Mais en réalité, elle a d'abord été utilisée par les banques pour contourner les règles prudentielles prévues depuis la fin des années 1990 (à la suite de la crise asiatique de 1997-1998) par le

<sup>1</sup> Jean-Marie Harribey, Dominique Plihon (coord.), ATTAC, *Sortir de la crise globale : vers un monde écologique et solidaire*, La Découverte, à paraître.

comité de Bâle et de la Banque des règlements internationaux (BRI), qui leur imposent, en principe, de ne pas dépasser, dans les crédits qu'elles consentent, un certain *ratio* de leurs fonds propres. La titrisation leur permettait, en se débarrassant des créances douteuses, de ne pas les faire figurer à leur bilan.

A travers ces exemples, on voit qu'on s'en est tenu à des régulations partielles, passant soit – comme ce fut largement le cas jusqu'à présent – par un appel à l'autodiscipline des acteurs, soit – comme les décisions du G 20 le prévoient en principe – par l'imposition de sanctions, mais sur la base de seuils ridiculement faibles et en l'absence de volonté politique réelle de les appliquer. Et ce, sans rien toucher au fonctionnement global du système. La logique même des marchés financiers veut que ces dispositifs soient contournés et rendus inopérants, voire donnent lieu à de nouvelles occasions de spéculer.

Sur le plan de la sphère réelle, le décalage est patent entre la profondeur et la durée probable de la récession, et la faiblesse des plans de relance. Tout se passe comme si les gouvernements continuaient de tabler sur une mauvaise conjoncture à passer, même s'ils reconnaissent régulièrement avoir péché antérieurement par optimisme. C'est la raison pour laquelle les mesures mises en œuvre s'apparentent à des rustines et ne s'attaquent, ni de près ni de loin, aux causes profondes de la crise. Il ne s'agit pas là, cependant, d'un aveuglement des représentants de la classe dominante, mais d'une impossibilité radicale à faire entrer dans le fonctionnement du système une politique qui s'en prendrait aux racines du problème.

## **2 – Un nouveau moment du capitalisme néolibéral**

Cette crise est, en effet, globale (au sens géographique comme au sens sectoriel) et structurelle. Contrairement aux crises précédentes, elle est également multidimensionnelle, au sens où elle est non seulement financière, économique, sociale, mais aussi écologique. Elle exprime radicalement le caractère intenable à terme du mode de production capitaliste, sur le plan de la préservation des conditions de vie de l'humanité. En ce sens, au-delà de leurs racines communes, elle se distingue des crises récurrentes qui ont jalonné le fonctionnement de l'étape néolibérale du capitalisme depuis la fin des années 1980 (crise boursière de 1987 à New-York, crise japonaise des années 1990, crise du peso mexicain de 1994, crise asiatique de 1997-1998, crise de la « nouvelle économie » de 2001 entre autres).

### **Une crise structurelle**

Pour comprendre pourquoi les mesures aujourd'hui mises en œuvre sont inefficaces, il faut revenir sur le principe de fonctionnement du capitalisme néolibéral depuis le début des années 1980. C'est à cette date que les politiques économiques des pays dominants vont abandonner l'objectif de croissance du PIB et de maintien de l'emploi, pour accorder la priorité absolue à la lutte contre l'inflation. En effet, l'inflation favorise les débiteurs (les

entreprises de l'époque des « Trente glorieuses » dont le taux d'investissement élevé repose sur un fort endettement), mais pénalise les créanciers, et ce sont eux qui vont désormais dicter les politiques économiques.

Le changement qui intervient dans les modalités de financement de l'investissement des grandes entreprises (passage d'un financement bancaire intermédié à un financement direct sur les marchés de titres financiers) va donner tout pouvoir aux détenteurs de capitaux. Dans les entreprises, c'est le passage à la « dictature des actionnaires » et leurs exigences de 15 % de retours sur fonds propres. Sur le plan macro-économique, c'est la mise en œuvre de politiques monétaires restrictives, de politiques de défiscalisation des revenus financiers, de politiques d'austérité salariale qui vont bientôt s'appuyer sur des processus de libéralisation et de déréglementation de tous les marchés (échanges internationaux, marchés financiers, marchés du travail) et de tentatives pour démanteler tous les systèmes de protection sociale et les services publics.

Ces changements structurels ont formidablement atteint leurs objectifs, au sens où ils ont assuré, dans tous les pays industrialisés, une baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée d'environ 10 % en vingt ans et son maintien, aujourd'hui, à un taux historiquement faible. Et, corrélativement, une restauration des taux de profit des entreprises, qui n'a guère de précédent par son ampleur et sa durée.

Dans ces conditions, d'où vient une crise d'une telle gravité ? On reprendra ici l'analyse de Michel Husson <sup>2</sup> qui avance deux propositions fondamentales pour comprendre la spécificité du capitalisme néolibéral : le gonflement de la sphère financière  $\alpha$ , d'une part, des racines réelles et elle est, d'autre part, parfaitement fonctionnelle par rapport au fonctionnement du capitalisme néolibéral.

La première idée repose sur le constat que le capitalisme de la phase néolibérale, en assurant cette augmentation des taux de profit, n'a résolu qu'une seule de ses deux contradictions fondamentales ; car il n'a pas assuré, en revanche, la réalisation de toute cette plus-value, autrement dit une progression régulière des débouchés pour les marchandises produites. Il y est d'autant moins parvenu que l'immense majorité de la population active des pays industrialisés est salariée et que c'est la compression des salaires (et non des gains rapides de la productivité du travail) qui assure cette envolée des profits.

Dès lors, on observe un décalage (historiquement inédit) entre l'importance des taux de profit et la faiblesse des taux d'accumulation et de croissance. La finance sert à combler la différence en constituant les utilisations diverses des profits non accumulés : distribution de dividendes, rachat par les entreprises de leurs propres actions pour faire monter les cours, etc. En même temps elle constitue les bases d'une « troisième demande » qui, même si c'est de façon limitée, a pour fonction de pallier la faiblesse de la demande salariale. On comprend pourquoi, dans cette optique, la finance ne peut

<sup>2</sup>/ Michel Husson, *Un pur capitalisme*, Editions page-deux, 2008.

être vue ni comme une dérive, ni comme le résultat d'« excès », ni

comme une excroissance parasitaire sur un corps sain (le capitalisme « productif ») mais comme la condition même du fonctionnement de celui-ci, tendant à se débarrasser de toutes ses entraves et permettant les conditions d'un taux d'exploitation maximal des salariés.

Dans ces conditions, l'inanité des discours actuels sur la « moralisation » et la « régulation » du capitalisme apparaît patente, sur un double plan. D'abord parce que – c'est peut-être une évidence, mais il n'est jamais inutile de le rappeler – la question de la moralisation du capitalisme est hors sujet. Le capitalisme n'a pas à être « moral » ou « éthique », pas plus, comme on le lit trop souvent dans certains textes critiques, qu'il n'est immoral (même si ses conséquences le sont largement !) ou que les capitalistes ne sont « cyniques » ou « avides de profit »...

Les phrases de Marx dans le *Manifeste du parti communiste* n'ont, une fois de plus, rien perdu de leur actualité : « *La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a détruit les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens variés qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du « paiement au comptant ». Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a supprimé la dignité de l'individu devenu simple valeur d'échange ; aux innombrables libertés dûment garanties et si chèrement conquises, elle a substitué l'unique et impitoyable liberté de commerce. En un mot, à l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a substitué une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.* »

Historiquement le capitalisme contient cet affranchissement de toute morale dans son principe fondateur. Dit autrement, l'accumulation du capital ne peut fonctionner qu'en étant illimitée, et il ne peut y avoir dans son fonctionnement de mécanisme auto-limitateur (c'est aussi la raison pour laquelle il est illusoire d'envisager la mise en place durable d'un « capitalisme vert »).

On en arrive au deuxième argument, qui touche à la fonctionnalité de la liberté totale des marchés financiers dans ce contexte. Il était structurellement impossible pour le G 20 d'interdire les paradis fiscaux, de décréter la levée totale du secret bancaire comme de remettre en cause la libre circulation des mouvements de capitaux (garantie, par exemple, par l'article 56 du Traité de Lisbonne, comme par l'article 48 qui prévoit la « liberté d'établissement » des institutions financières). C'est aussi la raison pour laquelle, il y a dix ans, lors de la création d'Attac, aucun gouvernement même social-démocrate n'a envisagé sérieusement la possibilité d'instaurer une « taxe Tobin ». On aurait pu envisager, pourtant, qu'elle constitue une solution rationnelle au désordre des marchés (ce qui était l'objectif du keynésien Tobin lui-même dans les années 1970) mais, dans le contexte du capitalisme néolibéral, elle aurait signifié une remise en cause insupportable de cette liberté totale. Ce n'est pas un hasard, enfin, si aucun des gouvernements sociaux-démocrates qui ont occupé le pouvoir dans l'Union



européenne à la fin de la décennie 1990, n'a même pas fait mine de dessiner l'esquisse d'une relance européenne ni d'une construction alternative à l'Europe libérale.

### **Une sortie du capitalisme néolibéral ?**

On peut parler d'une crise du capitalisme néolibéral au sens où elle traduit son épuisement. Elle atteste, bien sûr, de l'absence d'autorégulation et de l'incapacité des marchés financiers à assurer une allocation optimale des financements et une limitation des risques. Mais, plus fondamentalement, elle est, on l'a vu, l'aboutissement dans le mur de la fuite en avant permanente visant, grâce aux mécanismes de financiarisation, à tenter de résoudre les contradictions internes du modèle d'accumulation et de répartition des revenus qui lui est propre.

Pour autant, une sortie de cette phase néolibérale – au sens d'une véritable refondation, comparable à l'entrée dans la régulation keynésienne après les années 1930 aux Etats-Unis, ou la rupture avec celle-ci dans les années 1980 – paraît très peu probable. Pour l'instant les classes dominantes n'ont pas de modèle de rechange.

Certes on peut envisager un *aggiornamento*. Le capitalisme néolibéral est à un tournant et il est à peu près certain que des aménagements de son fonctionnement vont être mis en œuvre, avec des modifications techniques des règles du jeu des systèmes bancaires et financiers. On assiste à des ruptures remarquées avec certains dogmes. Les Etats vont continuer à utiliser nombre d'instruments d'intervention inimaginables il y a encore deux ans, pouvant aller jusqu'à la « nationalisation » partielle ou totale (mais provisoire et sans pouvoir de décision) d'établissements bancaires ou financiers. Un retour en force du protectionnisme n'est pas non plus à exclure, même si le G 20 l'a officiellement écarté.

Mais il n'y a pas et il n'y aura pas de rupture avec les principaux piliers du fonctionnement de ce système : la liberté absolue de circulation des mouvements de capitaux et un partage salaires-profits durablement défavorable aux salaires, qui augmentent moins vite que les gains de productivité du travail. Le tout sur fond de mise en concurrence de tous les travailleurs et de tous les territoires à l'échelle de la planète, et de tentative de marchandiser toutes les activités et tous les secteurs de la société. On l'a vu, il n'y a pratiquement rien dans les plans de relance en faveur du salariat, et les entreprises vont saisir l'opportunité de la crise pour rétablir les conditions de leur rentabilité (prétextes pour licencier). Enfin, les budgets publics vont subir le poids des sommes accordées pour sauver les banques, et cela va conduire à des coupes dans les dépenses publiques.

Pour aller plus loin dans l'analyse, il faut éviter de se laisser abuser par le terme néolibéral et tenter de comprendre aussi bien les raisons d'être du paradigme fordo-keynésien des années 1950 à 1980, que la nature particulière de l'Etat néolibéral.

Contrairement à ce qu'on croit souvent, l'Etat n'a en effet jamais cessé d'être présent et d'intervenir dans le capitalisme néolibéral, selon des mo-

dalités renouvelées que résume le mot « gouvernance », et pour lesquelles l'Union européenne a souvent servi de laboratoire. Ce n'est pas, de longue date, un Etat inexistant, ni même un Etat minimal.

En effet, historiquement, le marché n'a jamais pu fonctionner sans l'Etat. Depuis les débuts du capitalisme, c'est lui qui a assuré la création d'un marché du travail, la défense de la propriété privée, la discipline du prolétariat puis, plus tard, la défense de la concurrence contre ses propres effets (par les lois antitrust). Dans les économies contemporaines, il y a une forte inertie de l'intervention de l'Etat, en dépit des intentions affichées (les taux d'imposition ne baissent que très lentement malgré tous les efforts), car l'investissement privé lui-même a besoin d'infrastructures, de formation de la main d'œuvre, etc. Et surtout, à partir de la rupture néolibérale, ce sont les Etats qui ont organisé la déréglementation, et « remis les clefs » au marché (directives de l'Union européenne pour la libéralisation des services, négociations à l'OMC). L'impuissance des Etats est donc une fable. On n'a pas un rouleau compresseur du libéralisme ! On a, au contraire, un Etat au service des marchés, qui organise la concurrence maximale entre les travailleurs, et chaque Etat fait de même au service de sa propre bourgeoisie.

A travers toutes les contre-réformes libérales, l'Etat, s'il n'a pas diminué quantitativement de manière significative, a vu en revanche son rôle et sa fonction par rapport à la reproduction du capital se transformer profondément : sur le plan de la fiscalité, des services publics, de la reproduction de la force de travail... On est passé de l'Etat producteur, planificateur redistributeur, à l'Etat régulateur. Ce rôle régulateur apparaît dans les politiques de délégation de service public, les politiques de mise au travail (à travers les dispositifs de *workfare*, le RSA en France...), et dans toute la philosophie contenue dans la stratégie de Lisbonne, consistant à mettre les systèmes politiques de formation et les politiques sociales au service des entreprises.

A *contrario*, l'Etat keynésien, ou fordiste, et ce que les néoclassiques appellent la « répression de la finance » (encadrement drastique de la Bourse) de la période précédente, n'a pas constitué, comme on le dit trop souvent, un « compromis » entre capital et travail. Tout au plus un arrangement provisoire et instable, imposé par un mouvement ouvrier disposant d'un rapport de forces très favorable. Avec, à la clef, des dispositifs (le salaire socialisé, l'extension des services publics) que le capital n'a jamais acceptés et sur lesquels il essaie de revenir. Il n'y a donc pas, aujourd'hui, pour les bourgeoisies, de paradigme alternatif cohérent au néo-libéralisme.

On pourrait, certes, imaginer abstraitement une issue de sortie de crise dans le cadre capitaliste, dont les deux éléments essentiels seraient une véritable re-réglementation de la finance et une progression des salaires assurant une croissance des débouchés couplée à une meilleure satisfaction des besoins sociaux. Mais une telle évolution ne sera pas spontanément acceptée par les classes dirigeantes ni même par une fraction d'entre elles. Elle ne le sera qu'en dernier recours, face à des mouvements sociaux puissants. Dans cette optique, le programme le plus cohérent dont disposent les bourgeoisies est celui choisi par Sarkozy, qui suppose une poursuite à

marche forcée des contre-réformes couplée à un accroissement des mesures répressives contre le mouvement ouvrier.

Il est donc essentiel de tenir les deux fronts de la bataille : des mesures drastiques contre les marchés financiers (des interdictions et pas des limitations) sont inséparables d'une remise en cause radicale du partage actuel entre salaires et profits.

On le voit, dans ce contexte, la plupart des luttes dites antilibérales présentent un caractère transitoire et une dynamique anticapitaliste. Il est vain de chercher à établir une barrière étanche entre antilibéralisme et anticapitalisme. Celui-ci peut devenir un objectif à l'échelle de la majorité de la population, à condition de se départir de tout caractère propagandiste et de s'articuler à des objectifs concrets comme, par exemple, les différents points de rupture possible avec l'Europe libérale.